

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

SIXIÈME SESSION

Projet de loi n^o 212

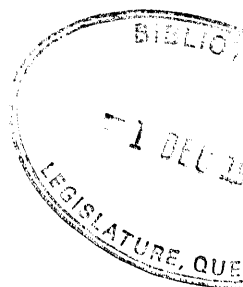
(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la Cité de LaSalle

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. FERNAND LALONDE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1980

Projet de loi n° 212

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la Cité de LaSalle

ATTENDU QUE la Cité de LaSalle a intérêt à ce que sa charte soit modifiée;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Le conseil de la Cité de LaSalle peut, par règlement, accorder à toute personne membre du conseil au 31 décembre 1974, qui aura rempli cette fonction pendant au moins huit années et qui aura cessé de remplir cette fonction depuis cette date, une pension annuelle de 8,000 \$ dans le cas du maire et de 4,000 \$ dans le cas des autres membres du conseil, payable à l'âge de soixante ans, par versements égaux et consécutifs. La révocation d'un tel règlement ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles il s'applique ou s'est déjà appliqué.

Le conseil peut, par règlement, accorder à toute personne membre du conseil au 31 décembre 1974, qui aura rempli cette fonction pendant au moins onze ans et qui aura cessé de remplir cette fonction depuis cette date, une pension annuelle de 8,000 \$ dans le cas du maire ou de 4,000 \$ dans le cas des autres membres du conseil, payable par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois. La révocation d'un tel règlement ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles il s'applique ou s'est déjà appliqué.

Cette pension est incessible et insaisissable.

Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la municipalité.

En calculant une telle période de huit ou onze années, une partie d'année est comptée comme une année entière, toute année ou partie d'année écoulée tant avant qu'après le 31 décembre 1974 doit être comptée dans un tel calcul.

2. Le conseil peut, par règlement, accorder à toute personne qui aura rempli la fonction de maire ou de membre du conseil pendant au moins huit années et qui aura cessé de remplir cette fonction après le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle le règlement est adopté, une pension annuelle équivalant à cinquante pour cent de sa rémunération annuelle. Cette pension est payable à l'âge de soixante ans, par versements égaux et consécutifs le premier jour de chaque mois.

Pour bénéficier de ces versements de retraite, les membres du conseil devront verser au fonds d'administration générale une contribution égale à cinq pour cent de leur rémunération annuelle pour chacune des années pendant lesquelles les membres du conseil auront été en fonction.

Advenant le cas où un membre du conseil n'occuperait pas sa charge pendant huit années, les montants versés lui seront remboursés sans intérêt.

En calculant une telle période de huit années, une partie d'année est comptée comme une année entière.

Le conseil peut aussi, par règlement, accorder à toute personne qui aura rempli la fonction de membre du conseil pendant plus de huit années et qui a cessé de remplir cette fonction après le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle le règlement est adopté, une pension annuelle additionnelle de deux cents dollars pour chaque telle année additionnelle. La révocation de tels règlements ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles ils s'appliquent ou se sont déjà appliqués.

En tout temps, cependant, la pension versée aux membres du conseil en vertu du présent article ne pourra excéder soixante pour cent de la rémunération à laquelle ils ont droit lors de la dernière année de l'exercice de leur charge.

Cette pension est incessible et insaisissable.

Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la municipalité.

Si le bénéficiaire décède après avoir acquis droit à la pension, mais avant d'avoir touché sa pension pendant au moins quinze ans, la cité paie aux héritiers cette pension jusqu'à l'expiration de cette période de quinze ans. La pension ainsi accordée est payable

d'avance par versements mensuels et égaux, le premier de chaque mois, et elle est incessible et insaisissable. Pour que les héritiers puissent bénéficier de ces versements de retraite, les membres du conseil devront verser au fonds d'administration générale une contribution totale égale à six pour cent de leur rémunération annuelle pour chacune des années pendant lesquelles les membres du conseil auront été en fonction.

Le présent article ne s'applique cependant pas aux personnes qui sont devenues membres du conseil après le 1^{er} janvier 1975.

Les membres du conseil visés par le présent article peuvent s'en prévaloir en avisant par écrit le conseil. Dans un tel cas, l'article 1 de la présente loi ne leur est pas applicable.

3. La cité a droit d'imposer une taxe ou licence n'excédant pas cinquante dollars sous forme de permis annuel ou autrement, percevable du propriétaire, locataire ou exploitant, sur tout genre de jeux mécaniques ou distributeurs automatiques dont l'usage est autorisé par la loi, fonctionnant au moyen de pièces de monnaie ou jetons et servant exclusivement à la vente de marchandises ou affectés à des fins lucratives, possédés et exploités de quelque manière que ce soit dans les limites de la municipalité.

4. L'article 460 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) est modifié, pour la cité:

a) par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

«3° pour autoriser, moyennant un permis, réglementer ou prohiber les jeux de boules (pin-ball machines), les jeux de billard, pool, trou-madame, quilles, bagatelle, les salles de tir, les jeux électroniques et les arcades de jeux;»;

b) par l'addition, après le paragraphe 23°, des suivants:

«24° pour réglementer les boutiques où l'on vend ou offre en vente des marchandises à caractère érotique;

«25° pour réglementer les salons de massage.».

5. L'article 412 de cette loi est modifié, pour la cité, par l'addition des paragraphes suivants:

«46° pour établir un tarif d'honoraires exigibles du requérant d'une modification au règlement de zonage;

«47° pour exiger comme condition préalable à l'approbation par le conseil d'une modification à un règlement de zonage que le requérant verse à la cité les honoraires exigibles, lesquels ne doivent pas excéder la somme de 600 \$.».

6. Cette loi est modifiée, pour la cité, par l'insertion, après l'article 491 du suivant:

«491.1 Le Conseil peut, par règlement, imposer sur tout magasin ouvert ou local utilisé temporairement en vue d'y vendre ou d'offrir en vente au détail, sur échantillon ou autrement, des articles ou marchandises, une taxe déterminée pour une période maximum de trente jours et une taxe supplémentaire pour chaque jour additionnel. Cette taxe ne peut excéder la somme de 600 \$.».

7. Les immeubles appartenant à la Ville de Montréal, situés dans le territoire de la cité, peuvent être assujettis au paiement d'une compensation imposée selon leur valeur, au taux fixé par le conseil.

8. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.